

DÉMOCRATIE DIRECTE
ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 2024

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 4
Résultats	5
Évolution de l'actif net	6
Bilan	7
Flux de trésorerie	8
Notes complémentaires	9 - 11
Renseignements complémentaires	12

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs de
Démocratie directe

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de l'organisme Démocratie directe (l'« organisme »), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2024, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

LIOUH CPA INC.Société de comptable professionnel agréé

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquiers une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;

LIOUH CPA INC.Société de comptable professionnel agréé

- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Original signé

Par Abdessamad Liouh, CPA auditeur

Saint-Amable (Québec), le 22 septembre 2025

DÉMOCRATIE DIRECTE

RÉSULTATS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

Page 5

	2024	2023
Financement		
Financement du directeur général des élections	7 993 \$	9 035 \$
Revenus d'appariement liés aux contributions (annexe A)	352	1 367
	8 345	10 402
Charges		
Frais d'administration (annexe B)	27 454	27 459
Insuffisance des produits sur les charges	(19 109) \$	(17 057) \$

DÉMOCRATIE DIRECTE

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

Page 6

	2024	2023
Solde au début	28 435 \$	45 492 \$
Insuffisance des produits sur les charges	(19 109)	(17 057)
Solde à la fin	9 326 \$	28 435 \$

DÉMOCRATIE DIRECTE

BILAN

31 DÉCEMBRE 2024

Page 7

	2024	2023
Actif		
Actif à court terme		
Encaisse	14 078 \$	27 748 \$
Débiteurs (note 2)	250	3 368
Stocks	-	1 550
	14 328	32 666
Immobilisations corporelles (note 3)	1 996	2 668
	16 324 \$	35 334 \$
Passif		
Passif à court terme		
Créditeurs (note 4)	6 998 \$	6 899 \$
Actif net		
Actif net	9 326	28 435
	16 324 \$	35 334 \$

Pour le conseil d'administration,

Original signé

administrateur

DÉMOCRATIE DIRECTE**FLUX DE TRÉSORERIE****EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024****Page 8**

	2024	2023
Activités de fonctionnement		
Insuffisance des produits sur les charges	(19 109) \$	(17 057) \$
Élément n'affectant pas la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	672	772
	(18 437)	(16 285)
Variation nette d'éléments hors trésorerie liés au fonctionnement :		
Débiteurs	3 118	8 274
Stocks	1 550	2 898
Créditeurs	99	(1 754)
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(13 670)	(6 867)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	27 748	34 615
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	14 078 \$	27 748 \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

1. Principales méthodes comptables

L'organisme applique les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Comptabilisation des apports

Les apports sont comptabilisés selon la méthode du report. Les apports affectés sont comptabilisés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus à titre de dotation ou relatifs à l'acquisition d'actifs à long terme non amortissables sont comptabilisés directement à l'actif net.

Les apports relatifs à l'acquisition d'actifs à long terme amortissables sont comptabilisés à titre d'apports reportés puis amortis de la même façon que les actifs auxquels ils se rapportent.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les principales estimations portent sur la provision pour créances douteuses, la valeur nette de réalisation des stocks, la dépréciation des actifs financiers, la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et le négatif.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux. Le coût des stocks est établi .

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement dégressif, les taux et les périodes indiqués ci-dessous :

	Taux
Mobilier de bureau	20 %
Matériel informatique	30 %

1. Principales méthodes comptables (suite)**Instruments financiers***Évaluation initiale*

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers créés ou échangés dans des opérations conclues dans des conditions de pleine concurrence à leur juste valeur. Les actifs financiers et passifs financiers qui ont été créés ou échangés dans des opérations entre apparentés, sauf pour les parties qui n'ont pas d'autre relation avec l'organisme qu'en leur qualité de membres de la direction, sont initialement évalués au coût.

Évaluation ultérieure

L'organisme évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur de ces instruments financiers sont comptabilisées dans les résultats de la période où elles se produisent.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent de l'encaisse, des dépôts à terme, des comptes clients et autres créances.

Un passif financier émis par l'organisme dans des conditions de pleine concurrence qui est indexé sur un indicateur de sa performance financière ou sur la variation de la valeur de ses capitaux propres est réévalué au plus élevé de son coût après amortissement ou de la somme qui serait payable à la date de clôture selon le supplément résultant de l'indexation. Un tel passif contracté entre apparentés est réévalué au plus élevé de son coût ou de la somme qui serait payable à la date de clôture si l'on calculait à cette date le supplément résultant de l'indexation. Le montant de l'ajustement relatif au supplément est comptabilisé aux résultats et présenté comme une composante distincte de la charge d'intérêts.

2. Débiteurs

	2024	2023
Revenus d'appariement à recevoir	250 \$	1 035 \$
Taxes de vente à recevoir	-	2 333
	250 \$	3 368 \$

3. Immobilisations corporelles

	2024		2023	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Mobilier de bureau	2 205 \$	1 174 \$	1 031 \$	1 289 \$
Matériel informatique	2 955	1 990	965	1 379
	5 160 \$	3 164 \$	1 996 \$	2 668 \$

4. Créditeurs

	2024	2023
Comptes fournisseurs et frais courus	6 998 \$	6 899 \$

5. Opérations entre apparentés

Le tableau qui suit présente un sommaire des opérations conclues par l'organisme avec des apparentés au cours de l'exercice :

	2024	2023
Charges		
Honoraires représentant officiel du partie	2 375 \$	500 \$
Honoraires administrateur	- \$	500 \$

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont évaluées à la valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

6. Instruments financiers

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement à l'égard de ses comptes fournisseurs.

DÉMOCRATIE DIRECTE
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

Page 12

	2024	2023
Annexe A - Revenus d'appariement liés aux contributions		
500-Contributions	352 \$	912 \$
Cotisations des membres	-	265
Revenus accessoires	-	190
	352 \$	1 367 \$
Annexe B - Frais d'administration		
870-développement et acquisition de logiciel	7 053 \$	- \$
725-Honoraires	4 599	6 000
835-Confection et diffusion de la publicité	3 183	-
775- Location et entretien du matériel	3 157	-
910 -Coordination frais de participation	2 573	11 903
9999-Autres dépenses	2 363	-
765 Télécommunication	1 537	2 289
770-Secrétariat et frais de bureau	792	966
900-Coordination-honoraires	792	-
785-Amortissement des immobilisations corporelles	672	772
780-Frais de déplacement & représentation	538	1 463
791-Frais bancaires	195	354
Dépenses postélectorales	-	3 486
Frais de participation	-	226
	27 454 \$	27 459 \$

Nom du parti	Democratie Directe		
--------------	--------------------	--	--

Exercice financier	du	01-01-2024	au	01-12-2024
--------------------	----	------------	----	------------

Établissement financiers où sont déposées les sommes recueillies (art. 115 1°)

Nom de l'établissement	Adresse de l'établissement (No, rue, app, ville et code postal)	No du compte
Banque Nationale	2018 Bd Rene-Gaultier Varennes QC J3X 1N9	

Emprunts auprès d'un établissement financier ou d'une électrice ou d'un électeur (art. 115 6°)

Numéro	Nom, prénom et adresse du prêteur (No, rue, app, ville et code postal)	Date de l'emprunt	Taux d'intérêt	Solde au début	Montant emprunté dans l'exercice	Montant remboursé dans l'exercice	Solde à la fin	Intérêts payés dans l'exercice
TOTAL				- \$	- \$	- \$	- \$	- \$

Cautionnement (art. 115 4°)

Nom et prénom de l'électrice ou de l'électeur	Adresse du domicile (No, rue, app, ville et code postal)	Montant cautionné

Sommes recueillies à l'occasion d'activités politiques (art. 114 3° et 3.1°)

Date	Lieu	Nature	Prix d'entrée	Sommes recueillies	
				à titre de revenu d'activité politique	à titre de revenus accessoires
			TOTAL	- \$	- \$

Démocratie directe
CADRE DE RÉFÉRENCE RELATIF AUX SOURCES DE FINANCEMENT ET À L'UTILISATION DU FINANCEMENT
Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3), article 113, bulletin B-1
Exercice du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024

SOURCES DE FINANCEMENT					
Financement du directeur général des élections	Référence à la Loi électorale	Parti (audité)		Total pour les entités autorisées \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées
		Annuelles \$	Électorales \$		
Allocations	Section I, ch. II Art. 82, et 82.1	7 113,19	0,00	7 113,19	85.24%
Revenus d'appariement	Section I, ch. II Art. 82.2	880,00	0,00	880,00	10.54%
Remboursement des frais de vérification (audit)	Section IV, chap. II Art. 112	0,00	0,00	0,00	0.00%
Remboursement des dépenses électorales	Tableau I	0,00	0,00	0,00	0.00%
Montant total du financement du directeur général des élections		7 993,19	0,00	7 993,19	95.78%
Revenus autonomes	Tableau I	352,00	0,00	352,00	4.22%
Transferts des entités autorisées	Tableau I	0,00	0,00	0,00	
Montant total du financement du parti		8 345,19	0,00	8 345,19	100%
Financement total		8 345,19			

UTILISATION DU FINANCEMENT					
Dépenses	Tableau II	Parti (audité)		Total pour les entités autorisées \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées
		Annuelles \$	Électorales \$		
Administration courante		11 488,31	0,00	11 488,31	137.66%
Confection et diffusion de la publicité		3 183,21	0,00	3 183,21	38.14%
Recherche, collecte et analyse de données		7 052,69	0,00	7 052,69	84.51%
Coordination de l'action politique		3 364,31	0,00	3 364,31	40.31%
Transferts aux entités autorisées		0,00	0,00	0,00	
Dépenses ayant trait aux élections		0,00	0,00	0,00	0.00%
Autres dépenses		2 363,00	0,00	2 363,00	28.32%
Total des dépenses du parti		27 451,52	0,00	27 451,52	328.95%
Dépenses totales		27 451,52			
Excédent (insuffisance) du financement sur les dépenses		(19 106,33)		(19 106,33)	
Annuelles : (19 106,33) \$					
Électorales : 0,00 \$					
Variation du financement en fonction des postes du bilan					
Augmentation (diminution) de la trésorerie	Tableau III		(13 667,83)		-163.78%
Augmentation (diminution) des éléments du fonds de roulement autres que la trésorerie			(5 438,50)		-65.17%
Acquisition (disposition) des actifs à long terme			0,00		0.00%
Diminution (augmentation) des emprunts à long terme			0,00		0.00%
Financement total utilisé			8 345,19		100%

Déclaration de la représentante officielle ou du représentant officiel

Je déclare que tous les renseignements contenus dans ce rapport sont vrais, exacts et complets.

2025 09 22

Date

Original signé

Signature

Démocratie directe
Exercice du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024

TABLEAU I : REVENUS			
	Parti (exercice courant) Audité \$		Parti (exercice précédent) Audité \$
REMBOURSEMENT DES DÉPENSES ÉLECTORALES			
Avances et remboursements du directeur général des élections	0,00		0,00
Moins : Remboursement d'avances excédentaires	0,00		0,00
Total remboursement des dépenses électorales	0,00		0,00
REVENUS AUTONOMES			
Contributions	352,00		912,00
Adhésions (cartes de membres)	0,00		265,00
Revenus d'activités de financement (revenu de compensation)	0,00		9 035,00
Revenus d'activités politiques	0,00		0,00
Revenus accessoires	0,00		190,00
Remboursement TPS/TVQ	0,00		0,00
Intérêts gagnés	0,00		0,00
Autres revenus (préciser)	0,00		0,00
Autres revenus (préciser)	0,00		0,00
Total revenus autonomes	352,00		10 402,00
TRANSFERTS DES ENTITÉS AUTORISÉES			
Cession du remboursement des dépenses électorales	0,00		0,00
Autres revenus de transferts	0,00		0,00
Total transferts des entités autorisées	0,00		0,00

TABLEAU II : DÉPENSES			
	Parti (exercice courant) Audité \$	Parti Dépenses préélectorales (exercice courant) Audité \$	Parti (exercice précédent) Audité \$
ADMINISTRATION COURANTE			
Salaires et charges sociales			
Salaires: Direction générale et personnel d'encadrement	0,00		0,00
Salaires: Recrutement de membres et financement	0,00		0,00
Salaires: Personnel administratif et informatique	0,00		0,00
Charges sociales	0,00		0,00
Total partiel: salaires et charges sociales	0,00		0,00
Honoraires et autres rémunérations			
Honoraires et autres rémunérations: Administration	0,00		0,00
Honoraires et autres rémunérations: Vérification (audit)	4 599,00		6 000,00
Honoraires et autres rémunérations : Juridiques	0,00		0,00
Honoraires et autres rémunérations: Autres (préciser)	0,00		0,00
Total partiel: honoraires et autres rémunérations	4 599,00		6 000,00
Locaux et frais afférents			
Loyer	0,00		0,00
Taxes foncières et assurances	0,00		0,00
Entretien et réparations	0,00		0,00
Chauffage et électricité	0,00		0,00
Amortissement des bâtiments et améliorations locatives	0,00		0,00
Perte sur la disposition d'immobilisations	0,00		0,00
Total partiel: locaux et frais afférents	0,00		0,00
Fonctionnement			
Télécommunications	1 536,62		2 289,00
Secrétariat et frais de bureau	791,67		986,00
Location et entretien du matériel	3 157,12		0,00
Frais de déplacement et de représentation	537,50		1 463,00
Amortissement du mobilier et du matériel	671,50		772,00
Amortissement des logiciels et sites Web	0,00		0,00
Total partiel: fonctionnement	6 694,41		5 490,00

Frais financiers			
Intérêts sur emprunts	0,00		0,00
Frais de service et d'administration	194,90		354,00
Total partiel: frais financiers	194,90		354,00
Autres (préciser)	0,00		0,00
Total administration courante	11 488,31		11 844,00
CONFECTION ET DIFFUSION DE LA PUBLICITÉ			
Publicité - journaux et périodiques	0,00	0,00	0,00
Publicité - télévision	0,00	0,00	0,00
Publicité - radio	0,00	0,00	0,00
Publicité - médias sociaux et Internet	0,00	0,00	0,00
Publicité - objets, écrits ou matériel publicitaire	841,54	0,00	0,00
Diffusion d'un programme politique	0,00	0,00	0,00
Salaires, charges sociales et honoraires professionnels	791,67	0,00	0,00
Matériel promotionnel	1 550,00	0,00	0,00
Relations publiques	0,00	0,00	0,00
Autres (préciser)	0,00	0,00	0,00
Total confection et diffusion de la publicité	3 183,21		0,00
RECHERCHE, COLLECTE ET ANALYSE DE DONNÉES			
Sondages et études	0,00	0,00	0,00
Constitution de banques de données, modélisation et optimisation de moteurs de recherche	0,00	0,00	0,00
Développement et acquisition de logiciels et de sites Web	7 052,69	0,00	0,00
Services d'appel aux électeurs(-trices)	0,00	0,00	0,00
Autres (préciser)	0,00	0,00	0,00
Total recherche, collecte et analyse de données	7 052,69		0,00
COORDINATION DE L'ACTION POLITIQUE			
Rémunération : salaires, honoraires et charges sociales	791,67		0,00
Activités de financement	0,00		0,00
Activités politiques	0,00		11 903,00
Frais de participation : réunions statutaires, congrès, comités (repas, transport, etc.)	2 572,64		226,00
Coordination de l'action politique : autres (préciser)	0,00		0,00
Dépenses liées à la campagne à la direction	0,00		0,00
Moins : Remboursement des dépenses de campagne (article 88, 9°)	0,00		0,00
Total coordination de l'action politique	3 364,31		12 129,00
TRANSFERTS AUX ENTITÉS AUTORISÉES			
Transferts des instances au parti / Transferts du parti aux instances	0,00		0,00
Cession de la réclamation du remboursement des dépenses électorales	0,00		0,00
Autres dépenses de transfert	0,00		0,00
Transferts entre instances	0,00		0,00
Total transferts aux entités autorisées	0,00		0,00
DÉPENSES AYANT TRAIT AUX ÉLECTIONS			
Transferts aux agents officiels	0,00		0,00
Dépenses postélectorales	0,00		3 486,00
Dépenses électorales attribuables aux agent(e)s officiel(le)s	0,00		0,00
Moins : Dépenses remboursées par les entreprises médiatiques	0,00		0,00
Dépenses électorales remboursées par les agent(e)s officiel(le)s	0,00		0,00
Fermeture du fonds électoral	0,00		0,00
Dépenses ayant trait aux élections : autres (précisez)	0,00		0,00
Total dépenses ayant trait aux élections	0,00		3 486,00
AUTRES DÉPENSES			
Contributions non conformes d'un exercice précédent	0,00		0,00
Amendes et pénalités	0,00		0,00
Dons, cadeaux, soirées hommage, etc.	0,00		0,00
Autres (préciser) TPS-TVQ non remboursable	2 363,00		0,00
Total autres dépenses	2 363,00		0,00
Total des dépenses du parti	27 451,52		27 459,00

Démocratie directe
Exercice du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024

TABLEAU III : ÉTAT DE LA TRÉSORERIE		
	Part I (exercice courant) Audité \$	Part I (exercice précédent) Audité \$
<i>Encaisse (découvert d'encaisse)</i>	14 080,17	27 748,00
<i>Petite caisse</i>	0,00	0,00
<i>Placements encaissables sur demande</i>	0,00	0,00
<i>Marge(s) de crédit bancaire</i>	0,00	0,00
Total de la trésorerie	14 080,17	27 748,00
Variation de la trésorerie		(13 667,83)

Signature et déclaration de la ou du chef de parti

Je, Jean-Charles Cleroux
Prénom Nom

chef du parti politique autorisé Democratie Directe
Nom du parti politique autorisé

déclare ce qui suit :

1. J'ai pris connaissance des règles liées au financement.
2. J'ai rappelé aux personnes autorisées à solliciter des contributions leur obligation de respecter les règles liées au financement.
3. J'ai pris connaissance des pratiques de sollicitation de mon parti et je juge qu'elles sont conformes à la Loi.
4. J'ai transmis à la représentante officielle ou au représentant officiel toute l'information financière lui permettant de dresser ce rapport.
5. J'ai pris connaissance du rapport et j'ai obtenu tous les éclaircissements requis sur son contenu.
6. Je prends acte de la déclaration de la représentante officielle ou du représentant officiel.
7. Je confirme qu'à ma connaissance, la représentante officielle ou le représentant officiel a réalisé son mandat conformément à la Loi.

Original signé

le

2024 01 13

Date

Signature de la ou du chef du parti

Déclarations pour le rapport financier d'un parti autorisé**Signature et déclaration du représentant officiel ou de la représentante officielle**Je, Adam Mencard
Prénom Nomreprésentant(e) officiel(le) du parti politique autorisé Democratie Directe
Nom du parti politique autorisé

déclare ce qui suit :

1. La sollicitation de contributions n'a été faite que sous ma responsabilité ou par l'entremise des personnes que j'ai désignées par écrit conformément à la *Loi électorale*.
2. Toutes les contributions recueillies ont été versées par des électeurs en conformité avec les dispositions de la section II du chapitre II de la *Loi*.
3. Tous les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti sont inscrits au présent rapport.
4. Toutes les sommes recueillies pour le parti ont été déposées à même le ou les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti et sont conformes à la *Loi*.
5. Si applicable, toutes les sommes reçues du directeur général des élections ont été déposées à même le ou les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti.
6. Je confirme que l'allocation a servi à payer les dépenses se rapportant notamment à l'administration courante du parti, à la diffusion du programme politique, à la coordination de l'action politique des membres ou des sympathisants et aux dépenses électorales. L'allocation a également servi à rembourser le capital des emprunts (art. 83).
7. Les prêts obtenus et les cautions signées relativement à ceux-ci sont conformes à la *Loi*. Notamment, lorsque ces prêts proviennent d'un électeur, ils ont été versés à l'aide d'un chèque personnel de celui-ci, volontairement, sans compensation ni contrepartie, et ils ne feront pas l'objet d'un quelconque remboursement autrement que ce qui est prévu à l'acte d'emprunt.
8. Toutes les dépenses que j'ai faites ou autorisées, ainsi que celles du ou des délégués, le cas échéant, à l'exception des dépenses électorales, sont inscrites au rapport financier et ont été engagées conformément aux exigences de la *Loi*.
9. Toutes les sorties de fonds ont été acquittées à même le ou les comptes bancaires inscrits au présent rapport financier, à l'exception des dépenses électorales.
10. Aucune dépense n'a été acquittée en argent comptant, à l'exception de celles provenant d'une petite caisse constituée à même le fonds du parti, sous la responsabilité de la représentante officielle ou du représentant officiel.
11. Toutes les dépenses ont été engagées au prix courant du marché. De plus, un reçu de contribution a été remis pour tout bien ou service fourni gratuitement par un électeur, à l'exception du travail bénévole.
12. Les personnes ayant effectué du travail bénévole au sens de l'article 88 (1) au cours de la période l'ont fait personnellement et volontairement, et le fruit de ce travail a été fait sans compensation ni contrepartie.
13. Les renseignements contenus dans le présent rapport ainsi que ses annexes sont vrais, exacts et complets.

Original signé

Signature de la représentante officielle ou du représentant officiel

le 2024/13
Date